

ILS L'EMPORTENT EN TUNISIE,
AU MAROC, EN EGYPTÉ...

La galaxie islamiste

D'une élection à l'autre, les partis religieux sont les grands gagnants du "printemps arabe". Vont-ils être les fossoyeurs des espoirs de liberté? Ou joueront-ils le jeu de la démocratie?

Manifestation contre
les militaires place Tahrir,
au Caire, le 18 novembre

A chaque scrutin organisé dans la foulée des soulèvements arabes, le résultat est le même: les islamistes arrivent partout en tête. En Tunisie, dix mois après la fuite de Ben Ali, Ennahda a raflé 89 des 217 sièges de l'Assemblée constituante et s'appête à diriger le gouvernement. Au Maroc, à l'issue des législatives du 25 novembre, le Parti de la Justice et du Développement est devenu la première force politique du pays. Aujourd'hui, c'est au tour de l'Égypte d'être gagnée par la vague verte. Lors des premières élections libres organisées les 28 et 29 novembre, le Parti de la Justice et de la Liberté – fondé par les Frères musulmans – qui était donné largement favori, a remporté 37% des suffrages.

Mais la surprise est venue des salafistes, défenseurs d'un islam ultrarigorisiste. Alors qu'ils se tenaient jusque-là à l'écart de la vie politique, ils décrochent la deuxième place, derrière la vieille confrérie. Après juste neuf mois d'existence, le parti Al-Nour, qui prône une lecture littérale du Coran et réclame l'application stricte de la charia, la loi islamique, obtient 24% des voix. Certes, il ne s'agit que de la première phase d'un long processus électoral qui doit s'achever le 11 janvier prochain. Mais les tours suivants pourraient bien confirmer sinon amplifier la victoire des partis religieux.

Pourquoi le « printemps arabe » a-t-il débouché sur un automne islamiste ?

Paradoxe: les islamistes récoltent les fruits d'une révolution qu'ils n'ont pas initiée et encore moins accomplie. « Ennahda ou les Frères musulmans égyptiens n'ont joué qu'un rôle secondaire dans la chute des dictatures, souligne Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences-Po. Ils n'avaient rien vu venir et quand les soulèvements ont éclaté, ils étaient hors jeu après des années de répression. En Égypte, ils n'ont eu de leur propre aveu que 50 martyrs sur près de 900 morts et, en Tunisie, ils ne comptent qu'un ou deux

tués. » Quant aux salafistes égyptiens, ils étaient globalement pro-régime, poursuit le politologue: « Ils se répandaient à la télévision pour fustiger la "fitna", la division au sein de la communauté des croyants. Au Caire, ils ont fermé leur mosquée de peur que les manifestants y trouvent refuge. Mais ils ont eu aussi des militants torturés ou tués par les policiers. »

Comment explique-t-ils, alors, leurs performances aux élections suivantes? Ils ont d'abord profité d'un vide politique. « On a eu une révolution sans leaders révolutionnaires, observe le spécialiste de l'islam, Olivier Roy. En Tunisie ou en Égypte, les acteurs du soulèvement n'ont pas voulu ou pas pu prendre le pouvoir. Les islamistes étaient la seule force structurée. Ils se retrouvent aujourd'hui au centre du jeu. C'est mécanique. » Leurs succès dans les urnes traduisent des aspirations contradictoires, selon Jean-Pierre Filiu. « C'est la revanche des exilés et des embastillés, dit-il. En les réprimant, en concentrant toute leur propagande contre eux, les dictatures les ont érigés en alternative symbolique. » Mais en prenant leur distance avec les manifestants de la place Tahrir, en condamnant les grèves à répétition en Tunisie, « ils sont apparus également comme le parti de l'ordre ». D'où « ce vote hétérogène qui exprime à la fois une volonté de rupture avec l'ancien régime et un désir de normalisation rapide. Dans tout cela, la composante islamiste n'est sans doute pas majoritaire ».

Pour autant, peut-on parler d'un automne intégriste? Contrairement aux apparences, « les islamistes ne sont pas au pouvoir, affirme Olivier Roy. Ils ont gagné dans un cadre démocratique où ils ont du mal à jouer ». Ils ne sont nulle part en position hégémonique. Au Maroc, le PJD n'a recueilli que 30% des voix lors d'une élection où le taux de participation n'a pas excédé les 45%. Surtout, ajoute Olivier Roy, « le parti a reconnu le caractère sacré de la monarchie ». En Tunisie, Ennahda, avec 40% des suffrages et un nombre équivalent de sièges au Parlement, doit composer avec les nationalistes



BIO

JEAN-PIERRE FILIU, professeur à Sciences-Po, historien et arabisant, est notamment l'auteur de « La Révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique », Fayard, 2011.



BIO

JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN, chercheur au CNRS, affecté au Gremmo, Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, spécialiste du mouvement palestinien, dirige le guide web www.gremmo.mom.fr.

et les socialistes. En Égypte, les Frères musulmans vont être confrontés à l'armée et aux surenchères des salafistes avec qui ils sont en conflit ouvert. Dans ces trois pays, « ils seront contraints de négocier, de passer des compromis, de former des coalitions », ajoute Jean-Pierre Filiu.

Qu'est-ce qui relie les différents partis islamistes à travers le monde arabe ?

Le Parti de la Justice et du Développement au Maroc, Ennahda en Tunisie, le Hamas palestinien, le Front d'Action islamique en Jordanie, le FIS algérien ou le Parti de la Justice et de la Liberté en Égypte ont un point commun: tous sont issus de la matrice des Frères musulmans, l'association créée sur les bords du canal de Suez, à Ismaïlia, en 1928. Son fondateur, un enseignant de 21 ans, Hassan al-Banna, entend mener de front une « régénération spirituelle et la lutte anticoloniale » contre l'occupant britannique, écrit Jean-Pierre Filiu dans son dernier ouvrage, « La Révolution arabe ». « Les musulmans devaient défier la domination occidentale en exaltant leurs propres racines et valeurs [...], mais il leur fallait réformer en profondeur leur vision et leur action, incorporer des techniques et des méthodes qui étaient révélées si bénéfiques aux pouvoirs coloniaux. » Les Ikhwan al-Muslimin, les Frères musulmans, se veulent donc à la fois « conservateurs » et « modernisateurs ». Une contradiction dans laquelle ils se débattent jusqu'à maintenant.

La confrérie, qui va rassembler jusqu'à un demi-million de membres, se heurte à la monarchie égyptienne, puis aux officiers dits « libres » arrivés au pouvoir en 1952. Après la sanglante répression menée par le général Nasser et la pendaison de Sayyid Qotb, le successeur de Hassan al-Banna, une partie de ses membres basculent dans la lutte armée. Ce sont eux qui, au nom du Djihad islamique, assassinent le président Anouar al-Sadate en 1981. Mais le gros de la « matrice islamiste » conclut très vite à l'échec de l'option militaire, notamment après l'écrasement de la guérilla djihadiste en Syrie en 1982. À partir des années 2000, les Ikhwan s'engagent pleinement dans la voie politique. « Deux événements vont accélérer leur transformation, poursuit Jean-Pierre Filiu. Le ●●●

DU PRINTEMPS ARABE À L'AUTOMNE DES ISLAMISMES

■ Elections en cours donnant l'avantage aux islamistes ■ Parti islamiste participant au pouvoir ■ Parti islamiste au pouvoir



●●● premier, ce sont les attentats du 11 septembre 2001 qui permettent à tous les despotes d'assimiler islamistes et terroristes. Le second, c'est la montée en puissance en Turquie de l'AKP. » Le parti islamiste turc modéré, qui accède au gouvernement en 2002 et remporte les élections suivantes grâce à une politique de réformes libérales, devient rapidement un modèle pour les Frères musulmans. « La confrérie constate que [le Premier ministre turc] Erdogan réussit là où elle a échoué. Or il ne faut pas oublier qu'elle est une organisation de type léniniste. Pour elle, une seule question compte : qu'est-ce qui est bon pour l'organisation ? »

Qui sont les salafistes ?

Il s'agit d'un mouvement sunnite qui revendique un retour à l'islam des origines, fondé sur le Coran et la Sunna. « C'est une mouvance totalement éclatée qui recouvre une extrême diversité théologique et idéologique, explique le politologue Jean-François Legrain. Cela va de la position la plus piétiste, la plus éloignée du politique, à l'engagement le plus radical dans le djihadisme international. » « As-salafiyya », en arabe « ancêtres » ou « prédécesseurs », renvoie aux compagnons du Prophète et aux premiers califes. Il désigne d'abord un courant de pensée développé en Egypte à la fin du

XIX^e siècle par Jamal al-Din al-Afghani et Rachid Rida. « C'était, au départ, un mouvement moderniste, insiste Jean-François Legrain. Pour ses penseurs, les musulmans ne pouvaient accéder à la modernité que s'ils retrouvaient, à travers l'islam des origines, leur puissance créatrice. Ils devaient pour cela combattre les dérives de l'islam, notamment le soufisme et les pratiques de la religion populaire. » Dans les années 1990, le terme de salafi resurgit à propos d'un groupe armé algérien, le GSPC, Groupe salafiste pour la Prédication et le Combat, et prend une connotation djihadiste. Il est ensuite repris et popularisé par les wahhabites saoudiens qui, inspirés par un théologien du IX^e siècle, Ibn Hanbal, prônent eux-mêmes une lecture littéraliste et puritaine de l'islam.

A la différence des Frères musulmans, les salafistes se veulent apolitiques, voire antipolitiques. Au nom de l'unicité divine, ils condamnent toute médiation entre le créateur et les croyants. Ils ne jurent que par la oumma, la communauté des croyants, rejettent les Etats, les élections, les partis politiques et ne cessent de vilipender la confrérie qu'ils accusent de « bid'a » d'innovation » blâmable. « La meilleure des politiques est l'abandon de la politique », proclame leur mentor, le cheikh syrien, Nasir al-Din

al-Albani, décédé en 1999 en Arabie saoudite. Cette ligne quiétiste leur a attiré les faveurs des dictatures. De Bachar al-Assad à Ben Ali, en passant par Hosni Moubarak ou Ali Abdallah Saleh au Yémen, tous ont joué la carte des salafistes pour contrer les Frères musulmans. D'où leur irruption aujourd'hui sur la scène publique, à la faveur des révolutions arabes. « Mais nous sommes aujourd'hui en présence d'un néosalafisme. Le fait de se constituer en une organisation politique structurée et de se présenter à une élection va totalement à l'encontre de leurs principes », déclare Jean-François Legrain. « Lessalafistes, en tout cas une partie de leurs cadres, se sont rendu compte que s'ils ne participaient pas au jeu politique, ils étaient fichus », explique Olivier Roy. Selon lui, Al-Nour cherchera surtout à jouer un rôle de lobbying au sein du futur Parlement égyptien.

Les islamistes sont-ils solubles dans la démocratie ?

Malgré les succès électoraux enregistrés par les partis religieux, le monde arabe est entré dans une phase « post-islamiste », estime Olivier Roy. « Quels qu'ils soient, les islamistes vont devoir changer leur logiciel et l'adapter à un cadre parlementaire. Plus personne n'est en mesure de revendiquer un monopole sur l'islam. Les salafistes ne peuvent plus, par exemple, délégitimer les Frères musulmans, sinon ils risquent d'être isolés au Parlement. Le champ politique est extrêmement diversifié et cela rend possible la démocratie. » Pluriels, les islamistes se seraient convertis au pluralisme. Ils sont en effet morcelés en une multitude de groupes, de partis qui se livrent une concurrence farouche. Les Frères musulmans eux-mêmes, tout comme Ennahda, sont également traversés par de très fortes divisions. Pour ne pas laisser transparaître ses clivages internes, le parti tunisien n'a toujours pastenu son congrès dix mois après sa légalisation. Talonnée sur sa droite par les salafistes, la confrérie égyptienne doit faire face sur sa gauche à Wasat, des islamistes libéraux issus de ses rangs. « Pour ne pas encourager les tendances centrifuges, elle préférera s'allier à des groupes situés hors du champ islamiste », prédit Jean-Pierre Filiu.

CHRISTOPHE BOLTANSKI



BIO
OLIVIER ROY, directeur d'études à l'EHESS, professeur à l'Institut européen de Florence, il a notamment publié au Seuil en 2008 « la Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture ».

Retrouvez Le Nouvel Observateur dans l'émission
« ENTRE LES LIGNES »

présentée par **Christophe Ruaults** sur la chaîne LCP tous les vendredis à 19 h 30, pour un autre regard sur l'actualité.

